

«La question de l'eau devient une urgence»

Interview A Davos, le PDG de Nestlé a lancé un cri d'alarme face à la raréfaction de l'eau

Propos recueillis par Olivier Provost

La Tribune: Au Forum économique mondial de Davos, vous avez lancé un cri d'alarme à propos de la question de l'eau. Pourquoi cette mobilisation?

Peter Brabeck: Parce que c'est une question essentielle et urgente. L'être humain ne peut pas se passer de l'eau pour vivre. Pour boire et se laver bien sûr mais aussi parce qu'elle est la source de notre alimentation. Sans eau, nous n'avons pas de produits agricoles. Nous considérons chez Nestlé que, en tant que leader mondial dans le domaine de la nutrition, nous avons une responsabilité en la matière.

«Nestlé ne représente que 0,0009% de l'eau consommée dans le monde»

– La situation de l'eau sur la planète est-elle si critique?

– Laissez-moi rappeler les données de base. Aujourd'hui, 70% de l'eau utilisée sur la planète l'est par l'agriculture, l'industrie n'en exploite que 20% et les particuliers 10%. Il faut environ cinq litres d'eau par jour pour survivre, une cinquantaine de litres pour une hygiène convenable. Mais on oublie souvent que le plus gros de l'eau que nous consommons passe par notre alimentation. Une calorie produite nécessite un litre d'eau. Pour un régime végétarien, par exemple dans certains pays en développement où le riz joue encore un rôle important dans la nutrition, cela représente 3000 litres d'eau par jour et par personne. Mais aux Etats-Unis, où la viande est très présente dans l'alimentation, l'utilisation d'eau représente quasiment le double avec près de 6000 litres quotidiens par individu.

– Mais il paraît y avoir énormément d'eau sur terre...

– Le danger, c'est que, exactement comme dans le cas du pétrole, nous sommes en train d'utiliser plus d'eau que la nature ne peut en

fournir. Nous sommes ainsi en train d'exploiter à outrance des réserves fossiles en eau qui datent de millions d'années. C'est le cas aux Etats-Unis mais aussi en Afrique avec le cas de la Libye qui pompe l'eau enfouie sous le Sahara pour l'acheminer vers les zones habitées via un gigantesque pipeline. Or ces réserves ne sont pas renouvelables. Nous allons également chercher l'eau souterraine de plus en plus profond. En Chine, nous sommes déjà à 1000 mètres de profondeur pour trouver de l'eau non contaminée. Partout sur la planète, des lacs disparaissent. Le lac Tchad, dont l'eau a été utilisée massivement pour l'irrigation, a ainsi été réduit de 95%. La mer d'Aral a presque été rayée de la carte. Toutes ces grandes réserves d'eau sont en train de disparaître. C'est une préoccupation majeure. Nous devons cesser cette sur-exploitation de l'eau de toute urgence. Le problème, c'est que, contrairement à la déforestation ou aux questions d'infrastructures, cette disparition progressive de l'eau ne se voit pas. C'est peut-être pour cela que cette question n'est malheureusement pas au centre du débat public aujourd'hui.

– Est-il trop tard à vos yeux?

– En tout cas, c'est vraiment maintenant qu'il faut se mobiliser. Entre 1950 et 2000, la consommation d'eau dans le monde a été multipliée par 2,5. Actuellement, 2 à 2,3 milliards de nouveaux consommateurs, venus de Chine, d'Inde mais aussi d'Afrique, du Moyen-Orient ou d'Amérique latine, demandent à leur tour à pouvoir bénéficier de l'alimentation dont profitent depuis longtemps les habitants des pays occidentaux. Les habitudes alimentaires évoluent en conséquence. Ceux qui consommaient encore majoritairement du riz il y a peu veulent aujourd'hui de la viande, du lait, des yaourts... Le besoin en eau dans le monde va être du coup encore plus important.

– Que préconisez-vous pour y répondre?

– A mes yeux, il faut absolument travailler dans deux directions. En commençant par l'agriculture. On ne peut pas continuer ce gas-



Peter Brabeck. «Nous sommes en train d'utiliser plus d'eau que la nature ne peut en fournir.» ARCHIVES

pillage. Les agriculteurs doivent optimiser leur utilisation d'eau. Ensuite, il faut faire un gros effort en matière d'infrastructures. Dans les pays en développement, 40% à 60% de l'eau est perdue en raison d'infrastructures défaillantes. Ce taux est tout de même de 20% à 30% dans les pays développés, par exemple en Europe.

– Combien d'argent faut-il mettre sur la table et qui doit payer?

– On estime qu'en investissant maintenant 180 milliards de dollars, on aura fait un grand pas en avant et permis de résoudre le plus gros du problème pour la défense de l'eau potable sur terre. Le problème c'est: qui donne cet argent? En Occident, le débat sur la privatisation de l'eau est sur la table depuis un certain temps. Mais dans les pays en développement, 97% de l'eau est entre les mains des Etats. En théorie, ce serait donc à eux de devoir investir. Mais il n'est pas sûr que ce sujet soit en tête de leurs priorités. Voilà pourquoi nous voulons attirer l'attention des grands organismes comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international pour qu'ils se mobilisent sur cette question de l'eau.

– Quel est le statut de l'eau aujourd'hui?

– C'est une question essentielle. Est-ce un bien public ou privé? Si c'est un produit commercial, quel est son prix? Il y a là une discussion idéologique. Pour les uns, l'eau est un droit de l'homme, comme l'air. D'autres soulignent que l'exploitation de l'eau nécessite d'importants investissements: qui les paie et comment les rentabiliser? C'est un sujet extrêmement complexe. Certains responsables africains soulignent que sur leur continent, paradoxalement, l'eau n'est pas assez chère. Du coup, les riches en abusent, par exemple en remplissant leurs piscines. Et les pauvres risquent ainsi d'en être privés et de devoir

marcher des kilomètres pour avoir accès à un cours d'eau.

– Quelle est votre opinion là-dessus?

– Je pense que l'eau devrait avoir un prix. On constate, par exemple, que l'agriculture paie rarement l'eau, qu'elle utilise abondamment, à sa juste valeur. Non seulement nous avons en Europe une agriculture subventionnée mais en plus son recours à l'eau est subventionné. En Espagne, par exemple, les agriculteurs ne paient pour l'eau que 3% du prix qu'acquittent les particuliers. Il faut que l'agriculture paie son eau un prix correct.

– Votre mobilisation est vertueuse, mais Nestlé, grand vendeur d'eau sur la planète mais aussi de produits sucrés qui donnent soif, est-il bien placé pour donner des leçons en la matière?

– Bien sûr que nous devons nous aussi faire des efforts. Et nous en faisons. Nous avons lancé un vaste plan interne de réduction de notre utilisation d'eau dans le groupe. Elle a ainsi été réduite de 42% entre 2000 et 2005. Toutes nos usines sont dotées d'installations de traitement des eaux. C'est une impulsion qui ne date pas d'hier puisque notre première installation date de 1932! Et nous faisons de grands efforts pour sensibiliser le grand public ou pour aider à résoudre ces problèmes dans les pays en développement où nous sommes très présents.

– Qu'est-ce qui explique cette mobilisation de longue date?

– Elle est assez naturelle. Nos usines sont souvent installées dans de petites villes, dans un milieu assez rural. Il n'est pas question pour nous de rejeter dans la nature des eaux polluées, d'autant qu'elles risqueraient de se retrouver dans l'agriculture, or nous avons besoin des produits agricoles pour notre propre production. Nous ne menons pas ce combat par pure philosophie, c'est aussi notre intérêt direct. Cela dit, nous sommes le

leader mondial de l'eau embouteillée, mais Nestlé ne représente que 0,0009% de l'eau consommée dans le monde. Nous ne jouons donc qu'un tout petit rôle dans cette problématique. Mais nous avons tout intérêt à veiller à ce que nos sources ne se tarissent. Quand j'achète une eau comme Vittel, je ne veux pas assécher sa source. Nous veillons donc à ne pas la surexploiter et à la laisser se renouveler naturellement. Voilà aussi pourquoi nous avons sanctuarisé tout autour une zone de 3000 hectares en demandant aux agriculteurs qui y travaillent de ne le faire qu'avec des moyens biologiques en nous engageant à leur payer la différence avec les rendements d'une agriculture classique.

– Existe-t-il une concertation avec les groupes concurrents de l'agro-alimentaire sur cette question de l'eau?

– Nous en parlons ensemble, mais chacun peut avoir ses priorités. Certains, par exemple, sont davantage mobilisés contre la surexploitation des mers. Etant donné notre production et son caractère très international – nous sommes très présents en Inde par exemple –, il est assez normal que l'eau soit notre priorité numéro un en matière d'environnement. Un groupe comme Lactalis, avec qui nous nous sommes associés dans les produits laitiers, est essentiellement présent en Europe où l'agriculture vit beaucoup des eaux de pluie, il est donc naturellement moins concerné.

– Quel est l'objectif 2006 pour le groupe Nestlé?

– Nous visons une croissance organique de 5% à 6% (elle a été de 5,7% en moyenne ces dernières années) en essayant d'améliorer encore notre rentabilité. Nous n'avons pas de grands projets d'acquisition, nous estimons que ce temps est un peu passé, nous sommes satisfaits de notre configuration actuelle.

La Tribune